

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal des guerres de l' Otan

N° 93 du 05 au 25.04.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_guerres-otan.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire.

Tiré à part :

Manlio Dinucci : Grand remue-ménage à Bruxelles en vue du Sommet OTAN de Chicago.

Manlio Dinucci, Tommaso Di Francesco : L'Otan se prépare aux guerres de 2020.

1 Politique

1-1 Russie

Réseau Voltaire : La Russie interdit à l'Otan d'acheminer l'héroïne via son territoire.

Poutine : [L'Otan, un "atavisme" de la guerre froide.](#)

[Des dizaines de milliers de manifestants dans la rue à l'appel du Parti Communiste Russe \(KPRF\) contre l'implantation d'une base logistique de l'OTAN à Oulianovsk.](#)

Italie

Manlio Dinucci : Italie : tout pour la guerre.

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

2 Le Monde » et le gentil monde de l'OTAN.

3 Dossiers

3-1 Manlio Dinucci : L'art de la guerre. : L'école de mort de l'OTAN.

3-2 Alex Lantier et Johannes Stern : France : Les questions internationales dans l'élection présidentielle.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Libre Belgique: Sommet de l'Otan.

4-2 Libre Belgique (avec AFP) : Sommet de l'Otan: l'Afghanistan en débat à Bruxelles,

---

Tiré à part :

Manlio Dinucci : Grand remue-ménage à Bruxelles en vue du Sommet OTAN de Chicago.

Un article qui fait, exceptionnellement, la première page de il manifesto.

Place à comparer avec celle donnée dans les *medias* (papier et radio, télés) français.

*Dernières données du Sipri*

La course folle de la dépense militaire

Manlio Dinucci

Pendant le temps que vous mettrez à lire cet article, on aura dépensé dans le monde 10 millions de dollars de plus en armes, armées et guerre (*surlignage NdT*). La dépense militaire mondiale se monte en effet à 3,3 millions de dollars à la minute. Soit 198 millions par heure, 4,7 milliards chaque jour. Ce qui

équivalent à 1.738 milliards de dollars en une année. Ces données sont celles de 2011, publiées hier par le Sipri, le fameux institut international dont le siège est à Stockholm.

Les Etats-Unis sont toujours la locomotive de la dépense militaire, avec 711 milliards de dollars, équivalents à 41% du total mondial. La coupe annoncée de 45 milliards annuels dans la prochaine décennie reste encore à voir. Les économies devraient être effectuées en réduisant les forces terrestres et en restreignant les pensions (assistance médicale comprise) des anciens combattants. Objectif du Pentagone : rendre les forces étasuniennes plus agiles, plus flexibles et prêtes à être déployées encore plus rapidement. La réduction des forces terrestres prend place dans la nouvelle stratégie, testée avec la guerre en Libye : utiliser l'écrasante supériorité aérienne et navale étasunienne et en faire assumer la plus grosse charge par les alliés. Mais les guerres n'en coûtent pas moins pour autant : les fonds nécessaires, comme cela s'est passé pour la guerre contre la Libye, sont autorisés par le Congrès à chaque fois, en les ajoutant au budget du Pentagone. Et s'ajoutent aussi à cela d'autres postes à caractère militaire, parmi lesquels environ 125 milliards annuels pour les militaires au repos et 50 pour le Département de la sécurité de la patrie, portant la dépense étasunienne à environ la moitié de celle mondiale.

Dans les estimations du Sipri, la Chine reste au deuxième rang par rapport à 2010, avec une dépense estimée à 143 milliards de dollars, équivalents à 8% de la dépense mondiale. Mais son rythme de croissance (170% en termes réels en 2002-2011) est plus grand que celui de la dépense étasunienne (59% pour la même période). Cette accélération est due fondamentalement au fait que les USA sont en train d'opérer une politique de « containment » de la Chine, déplaçant de plus en plus le centre focal de leur stratégie dans la région Asie/Pacifique.

En rapide augmentation aussi la dépense de la Russie, qui passe, avec 72 milliards de dollars en 2011, du cinquième au troisième poste parmi les pays ayant les plus grandes dépenses militaires.

Suivent la Grande-Bretagne, la France, le Japon, l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Allemagne, le Brésil et l'Italie. La dépense militaire italienne est estimée par le Sipri, pour 2011, à 34,5 milliards de dollars, équivalents à environ 26 milliards d'euros annuels. L'équivalent d'une grosse loi de Finances.

Dans la répartition régionale, l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon totalisent environ 70% de la dépense militaire mondiale : c'est donc la triade, qui jusqu'à présent a constitué le « centre » de l'économie mondiale, qui investit les plus grandes ressources dans le domaine militaire. Ceci a un effet de répercussion sur les régions économiquement moins développées : par exemple, l'Afrique compte à peine 2% de la dépense militaire mondiale, mais l'Afrique du Nord a enregistré la croissance la plus rapide de la dépense militaire dans les sous-régions (109% en termes réels en 2002-2011) et celle du Nigeria aussi est en croissance rapide.

La dépense militaire continue ainsi à augmenter en termes réels. Selon les estimations du Sipri, elle a grimpé à 250 dollars annuels pour chacun des 7 milliards d'habitants de la planète. Un chiffre apparemment négligeable pour un citoyen moyen d'un pays comme l'Italie. Mais qui, additionné aux autres, devient un fleuve d'argent public qui se perd dans un puit sans fond. Avant même de tuer quand elle est convertie en armes et armées, la dépense militaire tue en soustrayant des ressources vitales à des milliards d'êtres humains.

Manlio Dinucci

Edition de mercredi 18 avril 2012 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20120418/manip2pg/01/manip2pz/321318/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

**Voir aussi la présentation des données du même Sipri dans, par exemple, *Le Monde* (17 avril 2012)**

:

[http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/04/17/les-depenses-militaires-mondiales-se-sont-stabilisees-en-2011\\_1686694\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/04/17/les-depenses-militaires-mondiales-se-sont-stabilisees-en-2011_1686694_3234.html) ...

---

Manlio Dinucci, Tommaso Di Francesco : L'Otan se prépare aux guerres de 2020.

*"Une nouvelle encourageante pour les chômeurs, les précaires, les familles touchées en Italie par les coupes dans les dépenses sociales : « La contribution de l'Italie au fonds de soutien des forces de sécurité afghanes au terme de la transition, fin 2014, sera conséquente et dans la lignée, en quantité et en qualité, de sa présence dans cette dernière décennie en Afghanistan ». Déclaration du ministre italien*

*des Affaires étrangères Giulio Terzi à Bruxelles pendant la Réunion ministérielle Affaires étrangères et Défense de l'Otan.*

*Le montant total du fonds sera décidé au Sommet Otan qui se tiendra à Chicago les 20-21 mai prochains, mais le secrétaire général Anders Rasmussen l'a déjà quantifié à 4 milliards de dollars annuels au moins. Le gros de la dépense pour conserver les « forces de sécurité » afghanes, environ 350 mille hommes, pèsera sur les plus grands pays de l'Alliance, Italie comprise. Rasmussen le présente comme une affaire, en soulignant qu'il est moins coûteux de financer les forces locales que de déployer des troupes internationales en Afghanistan.*

*D'ici 2014, est prévue la sortie progressive des troupes Otan, environ 130 mille hommes. Mais, a souligné le secrétaire étasunien à la Défense, Leon Panetta, « nous n'abandonnerons pas l'Afghanistan ». En d'autres termes, l'Otan ne partira pas. "*

A propos du coût humain des guerres, en dehors des populations agressées par l'Otan (avec mandat ONU) dont on ne prend pas la peine de compter le nombre de victimes (civiles et militaires) : **A son retour du front, le « soldat Ryan » se suicide.**

Luca Celada. Los Angeles.

*"Aux Etats-Unis, la guerre tue beaucoup plus chez soi qu'au front. Selon les données recueillies par l' « Army Times » on en est même à 950 vétérans étasuniens qui se suicident chaque mois : 18 par jour, un soldat se suicide toutes les 80 minutes. Aux Etats-Unis, les soldats meurent 25 fois plus de leurs propres mains que sur le champ de bataille (surlignage NdT). Ce sont des nombres effroyables, qui démontrent le manque de soins pour les soldats revenant de guerre. D'autant plus si l'on considère qu'il y aura rapidement plus de 2 millions d'anciens combattants des guerres afghanes-irakiennes, dont plus de 30% affectés de troubles post-traumatiques et/ou traumatismes cérébraux, syndromes qui se manifestent par des décompensations émotionnelles, dépressions et épisodes de déséquilibre comme ceux qui amènent aux récents épisodes (connus, NdT) de violence, parmi lesquels le raptus homicide du sergent Bales en Afghanistan[1]. Chaque guerre expose militaires et civils à des horreurs qui marquent profondément et à jamais le psychisme de celui qui les vit : phénomène amplifié par la gestion « professionnelle » de conflits menés avec des armées de volontaires où les soldats sont souvent employés des années durant sur des engagements répétés au front. Pour « faire leur travail » loin de la conscience publique.*

*[1] Si tant est que le soldat Bales ait été victime d'un « raptus » psychique et qu'il ait été le seul exécuteur. Voir aussi : Meurtre de 17 civils afghans : vengeance préméditée selon les témoins. Un soldat aurait dit aux villageois : « Vous allez payer. » par Julie Lévesque,*

*<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=29937> .*

*Hypothèse qui n'exclut pas de toutes façons la version d'un passage à l'acte chez ce soldat mais au contraire, élargit le problème à l'utilisation consciente de la pathologie mentale ou de la fragilité des individus dans des méthodes de guerre partagées, tolérées voire enseignées aux combattants (réguliers, mercenaires et bandes armées entraînées par nos « forces spéciales ») dans les guerres d'agression et d'occupation.*

*Pour ne donner qu'un exemple proche : qui est allé en Syrie, pas clandestinement, et a vu non seulement des victimes (jeunes soldats et civils) mais aussi des vidéos revendiquées et postées par les combattants « rebelles » ou « opposants » au gouvernement en place, filmant complaisamment leurs horreurs perpétrées contre la population civile et l'armée de conscription, a une idée de la pathologie mentale gravissime des membres de ces bandes armées opérant sur le terrain.*

*Evidemment, les combattants mercenaires tués au front ne sont pas comptabilisés dans les pertes reconnues par les ministères dits de la "Défense". NdT.*

*Selon l'agence RIA Novosti, « Le candidat du PS à la présidentielle française, François Hollande, a déclaré vendredi sur les ondes d'Europe 1 que s'il était élu, il soutiendrait une opération militaire en Syrie sous mandat de l'Onu, rapporte la presse locale ».*

*Lire : <http://jacques.tourtaux.over-blog.com/over-blog.com/article-syrie-s-il-est-elu-hollande-le-candidat-du-ps-a-declare-a-europe-1-qu-il-soutiendrait-une-opera-103753085.html> .*

Les parties prenantes

1-1 Russie

Réseau Voltaire : La Russie interdit à l'Otan d'acheminer l'héroïne via son territoire.

À l'occasion du sommet de l'Otan de Bucarest en 2008, le président Dmitry Medvedev avait offert de remettre à disposition les lignes ferroviaires russes pour assurer le transport depuis ou vers l'Europe du matériel non militaire en provenance ou en direction d'Afghanistan.

Le 5 avril 2012, Alexandre Grouchko, le vice-ministre russe des Affaires étrangères qui devrait devenir dans les prochains jours représentant permanent de la Russie auprès de l'Otan, a déclaré dans un entretien à Ria-Novosti que ce fret sera désormais régi par un nouveau Protocole. En vertu de cet accord, il pourra être fouillé par les services de lutte contre le trafic des stupéfiants.

La consommation d'héroïne afghane est devenue un problème majeur de santé publique en Europe en général et en Russie en particulier. Le pays en est devenu le premier consommateur mondial. À ce jour, deux millions de jeunes Russes âgés entre 18 et 39 ans en sont des consommateurs réguliers. Cette drogue provoque plus de 30 000 décès par an et favorise la propagation du VIH à une vitesse encore jamais vue selon un rapport de l'UNODC. [1]

Les responsables de la lutte anti-drogues en Russie ont déjà par le passé explicitement évoqué le rôle de l'Otan dans le trafic d'héroïne en provenance d'Afghanistan, les autorités étant allées jusqu'à porter l'affaire devant le Conseil de Sécurité de l'Onu [2] :

Cette annonce d'Alexandre Grouchko et sa nomination comme représentant permanent auprès de l'Otan marquent le retour aux commandes de Vladimir Poutine. Celui-ci considère que son pays est la cible d'une véritable « agression par l'héroïne » et a fait figurer la lutte contre ce fléau parmi les priorités de son nouveau mandat présidentiel.

À l'époque où l'accord de transport ferroviaire avait été signé, les responsables poutiniens avaient indiqué hors micro qu'en échange du droit de passage des cargaisons de l'Otan sur le territoire russe, Medvedev percevait un pot de vin d'1 milliard de dollars annuels, financé par l'argent des drogues afghanes. [3]

[1] « [L'UNODC dévoile les conséquences dévastatrices de l'opium afghan](#) », par *Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime*, octobre 2009.

[2] « [Pavot : la Russie met en cause la responsabilité de l'Otan](#) », par *Réseau Voltaire*, 3 mars 2010.

[3] « [L'opium, la CIA et l'administration Karzai](#) », par Peter Dale Scott, *Réseau Voltaire*, 10 décembre 2010.

Source : « La Russie interdit à l'Otan d'acheminer l'héroïne via son territoire », *Réseau Voltaire*, 10 avril 2012, [www.voltairenet.org/a173483](http://www.voltairenet.org/a173483)

| 10 avril 2012

<http://www.voltairenet.org/La-Russie-interdit-a-l-Otan-d>

---

Poutine : [L'Otan, un "atavisme" de la guerre froide](#).

L'Alliance atlantique constitue un vestige de la guerre froide russo-américaine, a estimé mercredi le premier ministre russe et président élu Vladimir Poutine intervenant devant les députés du parlement. "J'estime que l'Otan est, somme toute, un atavisme hérité de l'époque de la guerre froide. Elle est apparue dans un contexte de bipolarisation des relations internationales", a déclaré le chef du gouvernement russe.

"A présent, ce système n'existe plus, et la vocation d'une telle organisation n'est pas claire. Cependant, elle existe, c'est une réalité géopolitique, et il faut en tenir compte", a poursuivi M.Poutine.

Toujours selon lui, dans certains cas, l'Alliance atlantique joue un rôle stabilisateur dans les affaires internationales. A titre d'exemple M.Poutine a cité la situation en Afghanistan.

11/04/2012

Ria Novosti

---

[Des dizaines de milliers de manifestants dans la rue à l'appel du Parti Communiste Russe \(KPRF\) contre l'implantation d'une base logistique de l'OTAN à Oulianovsk.](#)

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont répondu à l'appel du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF), dans une dizaine de villes de pays entre autres à Moscou, Irkoutsk, Kazan, Nizhni

Novgorod, Orel, Voronezh, Oulianovsk, Kursk pour protester contre l'installation d'une base logistique de l'OTAN à Oulianovsk.

Cette base devrait être **la plaque-tournante de l'OTAN dans la région**, notamment pour le transfert de matériel vers le théâtre d'opération afghan, tel qu'il en fut convenu lors du sommet Russie-OTAN de novembre 2010.

Pour les communistes russes, il s'agit d'un affront symbolique, **dans la ville de naissance de Lénine**, et une capitulation de la part du gouvernement russe, qui met en péril par ailleurs en péril la paix dans la région.

Parmi les mots d'ordre que l'on pouvait retrouver dans le cortège principal place Pouchkine à Moscou, « Dehors l'OTAN » ou encore « L'OTAN, c'est quoi ? C'est la barbarie ! ».

Les diverses manifestations furent aussi l'occasion d'exprimer une **opposition à la ligne générale suivie par le régime des oligarques**, de braderie de l'appareil productif national et de plus en plus d'allégeance à l'impérialisme occidental, avec l'entrée de la prochaine de la Russie dans l'OMC.

L'occasion de rappeler que le Parti communiste russe, plus que jamais deuxième force du pays et première force d'opposition après les élections présidentielles et législatives où il a presque doublé son score avec 20% et 92 députés, ne reconnaît pas ces élections qui ont été entachées par une fraude massive.

Guennadi Ziouganov, dans son discours de clôture sur la place Pouchkine, a insisté d'abord sur son **refus net d'accepter la capitulation poutinienne devant l'impérialisme américain** :

« *Nous estimons que l'installation de cette base est un affront pour notre pays et son peuple* ».

« *Que signifie cette base de l'OTAN au milieu de la Volga ? Cela signifie que va se former au cœur de la Russie un corps étranger, qui va devenir une plaque-tournante pour des transferts de matériel militaire mais aussi pour des trafics illicites de toute sorte* », le dirigeant communiste russe rappelant que l'Afghanistan est, sous la bienveillance de l'OTAN, premier producteur mondial d'opium.

Selon le secrétaire du KPRF, cette décision s'insère dans **une série de capitulations du pouvoir vis-à-vis de l'impérialisme occidental**, qui l'insère dans la lignée funeste des Gorbatchev et Eltsine, et devrait se conclure par l'adhésion à l'OMC :

« *Le gouvernement va nous livrer prochainement un autre 'cadeau'. Cette entrée dans l'OMC, dans des conditions défavorables pour notre pays, ne va pas nous permettre de développer nos secteurs de pointe et va nous contraindre à aligner les prix de l'énergie dans notre pays sur les normes mondiales. Le résultat, cela va être l'éradication des restes de notre industrie manufacturière* ».

Selon lui, il n'y a pas d'autre voie que **la lutte et elle passe par le renforcement du Parti communiste** et de ses positions :

« *Nous sommes devant un moment très important de notre lutte. Ce ne sont pas ces bandits et ces magouilleurs qui vont nous faire capituler, nous dépositaires des plus glorieuses traditions de notre pays ! Nous avons au dernier Comité central fixé notre ligne tactique et stratégique. Cela passe par le renforcement du parti : dans les trois dernières années, 47 000 jeunes ont rejoint nos rangs.* »

La conclusion est combative et optimiste sur les perspectives de victoire :

« *J'en suis convaincu, chaque jour qui passe voit notre position se renforcer. La Russie ne pourra pas sortir de cet asservissement sans justice ni démocratie, sans les puissantes organisations du Parti communiste, au cœur de la lutte. J'en suis convaincu, l'OTAN ne passera pas, le régime soviétique l'emportera et le socialisme vaincra !* »

Article AC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>  
<http://jacques.tourtaux.over-blog.com.over-blog.com/>

---

1-2 Italie

Manlio Dinucci : Italie : tout pour la guerre.

La « réforme » de l'Article 11 de la Constitution italienne.

L'Italie de Monti et Paola est l'illustration parfaite de la façon dont les gouvernements européens, sous la tutelle conjointe de l'UE et de l'Otan, et avec le soutien des médias privés, parviennent à travailler en toute sérénité contre les intérêts objectifs du plus grand nombre. Le mythe de la « guerre au terrorisme » a permis de détourner les couteuses forces armées nationales de leur fonction de défense pour les mettre au service des multinationales, tandis que la « crise » de la dette permet de mettre en place les « réformes

structurelles » nécessaires au transfert accéléré de la richesse des peuples et des États vers les institutions financières, comme nous l'explique Manlio Dinucci.

Une « *réforme structurelle profonde* » : ainsi le ministre italien de la Défense Di Paola définit-il la révision de l'appareil militaire, présentée par le gouvernement Monti sur sa proposition. Qu'elle soit profonde, cela ne fait aucun doute. Depuis plus de vingt ans des taupes bipartisanes creusent sous l'Article 11 de la Constitution, qui « répudie la guerre comme instrument d'offense à la liberté des autres peuples et comme moyen de résolution des controverses internationales ».

Les travaux de galerie commencent en 1991, après que la République italienne a combattu sa première guerre, celle que les Usa ont lancée en Irak. Sous la dictée du Pentagone, le gouvernement Andreotti rédige le « *nouveau modèle de défense* » qui établit, comme mission des forces armées, non seulement la défense de la patrie (art. 52), mais la « *protection des intérêts nationaux partout où c'est nécessaire* ».

En 1993 -alors que l'Italie participe à l'opération militaire lancée par les Usa en Somalie, et que le gouvernement Ciampi remplace celui d'Amato- on déclare qu' « *il convient d'être prêts à se projeter au loin* » dans le but de « *garantir le bien-être national en maintenant la disponibilité des sources et des voies d'approvisionnement des produits énergétiques et stratégiques* ».

En 1995, pendant le gouvernement Dini, on affirme que « *la fonction des forces armées transcende le cadre militaire strict pour s'élever à la mesure du statut du pays dans le contexte international* ».

En 1996, pendant le gouvernement Prodi, on soutient que l'instrument militaire doit être « *un instrument de la politique étrangère* ».

En 1999 -après que le gouvernement D'Alema a fait participer l'Italie, sous commandement étasunien, à la guerre contre la Yougoslavie- on énonce « *la nécessité de transformer l'instrument militaire de sa configuration statique actuelle vers une de projection externe qui soit plus dynamique* », devoir pour lequel est adapté « *le modèle entièrement volontaire* ». C'est-à-dire une armée composée de professionnels de la guerre.

Qui se révèle précieuse pour les interventions militaires en Afghanistan et en Irak, sous le gouvernement Berlusconi.

Ici se greffe le concept stratégique pentagonien énoncé en 2005 par Di Paola, alors chef d'état-major.

Face à la « *menace globale du terrorisme* », il faut « *développer une capacité d'intervention efficace et en temps opportun même à une grande distance de la mère patrie* ». Les forces armées italiennes doivent opérer dans les zones d' « *intérêt stratégique* » qui comprennent les Balkans, l'Europe orientale, le Caucase, l'Afrique septentrionale, la Corne de l'Afrique, le proche et le moyen Orient et le Golfe persique.

La guerre contre la Libye, dont Di Paola est en 2011 un des artisans en tant que président du comité militaire OTAN, confirme la nécessité que l'Italie construise un « *instrument de projection* », avec une capacité « *expéditionnaire* » prononcée, via une planification « *organique* ». C'est cela que Di Paola veut maintenant institutionnaliser par un décret de loi, pour créer des forces armées plus petites mais plus efficaces, avec des moyens technologiquement plus avancés (parmi lesquelles le chasseur-bombardier F-35) et plus de ressources pour l'opérativité.

Ceci n'est pas dû à la « *nécessité de contenir les coûts* » à cause de la crise financière, mais, comme pour l'Article 18 [1], à la nécessité des oligarchies économiques et financières, artisans de la crise, de renforcer leurs outils de domination. Avec la circonstance aggravante de vouloir démanteler, avec un des pivots du Statut des travailleurs, un des principes fondamentaux de la Constitution.

[Manlio Dinucci](#)

Traduction [Marie-Ange Patrizio](#)

Source [II Manifesto \(Italie\)](#)

<http://www.voltairenet.org/La-reforme-de-l-Article-11-de-la>

---

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2 Le Monde » et le gentil monde de l'OTAN.

*Le Monde* est un plaisant-triste, pour reprendre le mot de Gainsbourg.

Comme prétentieux et donneur de leçons, c'est un *must*. Un peu comme *France-Inter*. Ces gens-là étant très intelligents et très savants, le Dieu des médias leur a donné le diplôme « de référence », c'est-à-dire de serviteur du consensus dominant. Ils connaissent une raison cachée, qui est « La Vérité » et s'ils consentent parfois à faire quelques visites d'inspection sur le terrain, encore appelées « reportages », c'est pour vérifier que tout se passe bien comme prévu. Mais voir la société telle qu'elle est, impossible. Ce serait trop dangereux. Si on veut rester pépère « de référence », il faut trouver un équilibre : piquer de grosses colères sur des sujets périphériques, histoire de faire genre, et pour le reste défendre la ligne du parti. En politique étrangère, *Le Monde* est devenu le bulletin officiel de l'OTAN et de ses succursales. *Le Monde* ne veut fâcher ni les institutions, ni les annonceurs qui lui maintiennent la tête hors de l'eau. Chacun a pu apprécier la haute tenue de ses écrits sur la Libye, la Côte d'Ivoire ou l'Iran... Heureusement qu'on peut se passer de cette sauce officielle en cherchant les infos sur le net. Voici un exemple rigolo avec le dernier rapport du Sipri (*Stockholm International Peace Research Institute*), un institut privé spécialisé dans l'observation des affaires militaires, publié ce mardi 18.

Je vous livre en intégral ce qu'ont publié *Le Monde* et *Il Manisfesto*.

### **Les dépenses militaires mondiales se sont stabilisées en 2011**

Les dépenses militaires dans le monde se sont stabilisées en 2011 en raison de la crise économique mondiale, totalisant 1 740 milliards de dollars, soit 1 320 milliards d'euros, selon un rapport publié mardi 17 avril par le Sipri (*Stockholm International Peace Research Institute*), un institut international indépendant, spécialisé dans les conflits, les armements, le contrôle des armes et le désarmement, basé à Stockholm.

« *La légère augmentation de 0,3 % en 2011 [par rapport à 2010] marque la fin d'une course continue d'augmentation des dépenses militaires enregistrées entre 1998 et 2010* », relève le rapport.

Le Sipri précise que la moyenne annuelle d'augmentation de ces dépenses a été de 4,5 % entre 2001 et 2009. Il souligne que parmi les premiers pays acheteurs d'armes, six – le Brésil, la France, l'Allemagne, l'Inde, le Royaume Uni et les Etats-Unis – ont réduit leurs budgets militaires en 2011, tandis que la Chine et la Russie les ont « *nettement augmentés* ».

« *Le contrecoup de la crise économique mondiale, en particulier les mesures de réduction des déficits aux Etats-Unis et en Europe ont finalement stoppé - du moins pour l'instant - l'augmentation enregistrée pendant une décennie des dépenses militaires* », explique M. Sam Perlo-Freeman, chercheur au Sipri.

Aux Etats-Unis, premier budget militaire mondial, les dépenses dans ce secteur devraient diminuer en raison du retrait américain d'Irak et du désengagement d'Afghanistan, selon le Sipri. De son côté, la France, l'un des trois premiers budgets militaires d'Europe occidentale avec l'Allemagne et le Royaume-uni, a réduit de 4 % son budget militaire depuis 2008 en raison de mesures d'austérité pour diminuer le déficit budgétaire. Dans la même période, les réductions ont été plus modestes en Allemagne (- 1,4 %) et au Royaume-Uni (- 0,6 %), ajoute le Sipri.

La Russie a au contraire augmenté de 9,3 % ses dépenses militaires à 71,9 milliards de dollars en 2011, dépassant la France et le Royaume-Uni et devenant le 3<sup>e</sup> budget militaire de la planète, relève l'institut. Le Sipri note que le Moyen-Orient est la région où « *une claire augmentation* » des dépenses militaires est perceptible dans la plupart des pays. Mais il ajoute qu'en l'absence de données fiables pour des pays-clés comme l'Iran et les Emirats arabes unis, il est difficile de totaliser les budgets militaires de cette région.

### **Mon commentaire**

Donc, l'OTAN est adorable. Tous les pays membres font un effort, à commencer par les super-sympas US, qui en plus vont se retirer d'Irak et d'Afghanistan. En revanche, vous avez bien noté les méchants : la Russie et la Chine, qui ont augmenté leurs dépenses. Bien sûr, *Le Monde* ne donne pas le chiffre des dépenses des US ou de l'OTAN cumulés. Le seul chiffre cité de tout l'article est celui de la Russie. Et puis, comme une signature, un coup de clavier contre l'Iran, pays non fiable.

Evidemment, *Le Monde* ne va perdre son encre à donner les chiffres de la dépense US, plus de 40% pour ce seul pays, et consacré à la domination du monde, car ni le Canada ni le Mexique n'ont en projet d'envahir les US. De même, hors de question de décrire comment les US, après les fiascos irakien et afghan, redéfinissent leur politique de domination, qui doit devenir plus efficace et moins coûteuse. Hors

de question aussi d'expliquer le réinvestissement massif des US dans la région Asie/Pacifique, qui justifie en réplique l'effort de guerre de la Russie et de la Chine.

Manlio Dinucci : Manlio Dinucci, journaliste d'*Il Manifesto* – journal qui publie ces infos majeures à la une – a lu le même rapport, mais il en fait un compte rendu un peu plus précis...

Il Manifesto,

---

### 3 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

3-1 Manlio Dinucci : L'art de la guerre. : L'école de mort de l'OTAN.

Contrairement à ce qu'il semble, l'OTAN aussi apprend. « Elle tire toujours des leçons de ses opérations, et c'est ce que nous sommes déjà en train de faire avec la Libye », explique l'amiral étasunien James Stavridis, commandant suprême allié en Europe.

A cette fin l'OTAN dispose d'un centre adéquat, le Joint Analysis & Lessons Learned Centre (Jallc) : une sorte d'école, dans laquelle on enseigne les « leçons apprises ». Ainsi l'OTAN apprend à toujours mieux faire la guerre.

Au début de celle contre la Libye, en mars 2011, le Jallc envoya une équipe d'analystes suivre les opérations auprès du centre allié de commandement à Naples. Les « leçons apprises » sont exposées dans un rapport réservé, présenté en février dernier, dont le *New York Times* a maintenant obtenu une copie.

Que doivent apprendre les alliés, surtout ceux européens ?

Que la guerre contre la Libye n'a pas été l'opération modèle qu'on pensait, mais a mis en évidence de graves lacunes.

Avant tout, le fait que les alliés européens et le Canada ont dû compter de façon excessive sur les Etats-Unis. Même avec l'aide étasunienne, l'OTAN ne disposait que de 40% des avions pour la guerre électronique, qui auraient été nécessaires dans cette opération. Et ce sont les Etats-Unis qui ont fourni aux alliés la quasi totalité des munitions les plus avancées à guidage de précision : 7.700 bombes et missiles utilisés dans l'attaque contre la Libye (dont une grande partie probablement fournie par la base étasunienne de Camp Darby, à Pise).

Il faut se dépêcher de combler ces lacunes. « Le président Obama a déjà demandé au Pentagone de préparer des options militaires préliminaires en Syrie ».

Toutefois, « une opération militaire contre la Syrie constituerait un plus gros défi par rapport à celle qui a renversé le pouvoir de Kadhafi ». La Syrie dispose en effet de forces armées et systèmes de défense aérienne plus efficaces, plus difficiles à détruire par les attaques aériennes.

De plus, l'opposition syrienne est plus désarticulée et dispersée que celle de Libye pendant la guerre, « rendant plus difficiles les efforts des alliés OTAN pour se coordonner avec les rebelles ».

En conséquence, pour attaquer la Syrie, les alliés européens et le Canada devraient « s'appuyer lourdement sur les capacités des USA ».

En prévision de cette guerre et d'autres (dans le collimateur il y a aussi l'Iran), les alliés et le Canada sont donc en train d'accélérer les cadences pour potentialiser leurs propres capacités militaires.

C'est dans ce cadre que s'insère l'accord, conclu en février dernier, de créer à Sigonella (Sicile) le système Ags (Alliance Ground Surveillance) qui, assorti des drones Global Hawk déposés dans cette base, fournira à l'OTAN un cadre détaillé des territoires à attaquer, permettant aussi de frapper des véhicules en mouvement.

Immédiatement après, en mars, les ministres européens de la défense se sont mis d'accord sur un « plan ambitieux » qui comble une autre lacune : l'insuffisance des avions pour l'approvisionnement en vol des chasseurs bombardiers qui, dans la guerre en Libye, ont été mis à disposition en grande partie par les Etats-Unis.

Bravo, vous avez compris la leçon -disent les enseignants du Jallc- mais vous devez vous impliquer davantage : « L'achat d'avions et appareils électroniques coûteux peut nécessiter des années pour être réalisé ». Voilà la leçon apprise par la guerre en Libye.

Les élèves qui ont réussi l'examen passent dans la guerre suivante.



3-2 Alex Lantier et Johannes Stern : France : Les questions internationales dans l'élection présidentielle. Bien que le pouvoir le plus notoire de la présidence française soit son contrôle sur la politique étrangère, la politique étrangère est remarquablement absente de la campagne présidentielle actuelle. Alexandre Adler du *Figaro*, l'un des rares journalistes à écrire sur le sujet, a fait brièvement remarquer dans une récente chronique que la « politique étrangère ne fait pas recette dans la campagne ».

Ceci est d'autant plus remarquable que l'Europe est actuellement impliquée dans une crise financière qui dure depuis quatre ans et dans des guerres qui s'intensifient. La France est en guerre en Afghanistan et en Libye, elle soutient des forces de guérilla mercenaires contre le président syrien Bashar Al-Assad et fait partie de la coalition, menée par les États-Unis, menaçant d'attaquer l'Iran. Quelque 76 pour cent de la population s'opposent au déploiement de la France en Afghanistan et 51 pour cent s'opposent à la guerre en Libye.

Et malgré cela, le candidat du Parti socialiste (PS) François Hollande, principal rival de « gauche » bourgeoise du président sortant Nicolas Sarkozy, a déclaré le mois dernier que s'il était élu, il ne reviendrait pas sur la décision de Sarkozy en 2009 de réintégrer la France dans le commandement militaire de l'OTAN.

Comme le laissent clairement entendre les déclarations de Hollande sur la réintégration de la France dans l'OTAN et l'absence de critiques de la part des partis de « gauche » bourgeois ou petits-bourgeois à l'égard des guerres de Sarkozy, l'élite dirigeante entend poursuivre la politique de Sarkozy malgré l'opposition de masse de la classe ouvrière. Elle signale tacitement son soutien au changement radical de politique étrangère opérée par Sarkozy par rapport à la politique de son prédécesseur, le président conservateur Jacques Chirac.

La présidence de Chirac de 1995 à 2007, première présidence à se dérouler entièrement après la chute en 1991 de l'URSS, fut marquée par la fin de la politique de Guerre froide de la France. Les appels de la France à un ordre mondial « multi-polaire », reflétés dans la critique des États-Unis, faite en 1998 par le ministre des Affaires étrangères Védrine, comme étant une « hyper-puissance », conduisirent à des heurts avec Washington, tout d'abord concernant les activités françaises en Iran, puis plus sérieusement, au moment où la France rejoignit l'Allemagne et la Russie contre l'invasion américaine de l'Irak en 2003. La tentative de Chirac de développer la politique française en Europe échoua. Bien que la France fût l'un des douze pays à adopter la monnaie commune (euro) lors de son lancement en 2002, elle connut aussi une opposition croissante de la classe ouvrière à l'Union européenne (UE). Chirac fut stupéfait lorsque l'opposition à un projet de Constitution européenne, sur fond de craintes justifiées que cela conduirait à un nivellement par le bas des salaires et des droits sociaux à travers toute l'Europe, mena à la défaite de ce projet lors d'un référendum en 2005 en France.

Le gouvernement Sarkozy qui lui succéda rétablit rapidement les relations avec Washington en envoyant des représentants visiter l'Irak sous occupation américaine et en menaçant l'Iran de guerre en 2007 avant de rejoindre pleinement l'OTAN en 2009. Mais la France rétablit des liens avec Washington au moment où les États-Unis eux-mêmes entraient dans une crise sociale profonde et durable.

Le krach financier américain de 2008 transforma les relations au sein de l'Europe. Tandis que l'Allemagne et la France s'unissaient pour imposer des mesures d'austérité féroces aux travailleurs de Grèce, d'Espagne, du Portugal et d'Italie, leurs relations se tendaient de plus en plus. En 2010, Sarkozy menaça de retirer la France de la zone euro pour contraindre l'Allemagne à financer des plans de sauvetage visant à renflouer les banques françaises qui avaient prêté de l'argent à la Grèce en proie à une crise grave. La France mit ensuite en place une alliance militaire avec la Grande-Bretagne, excluant l'Allemagne.

Avant tout, la France a réagi aux déclenchements des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière en Egypte et en Tunisie l'an dernier en se lançant dans une série de guerres et d'interventions en Libye, en Côte d'Ivoire et maintenant en Syrie et peut-être au Mali. Sarkozy a clairement fait entendre que ce serait une politique persistante de l'impérialisme français. En se lançant dans la guerre contre la Libye, une guerre qui s'est terminée par l'assassinat du chef d'Etat libyen Muammar Kadhafi, il a ouvertement dit : «

Chaque dirigeant, et notamment (chaque) dirigeant arabe, doit comprendre que la réaction de la communauté internationale et de l'Europe sera désormais chaque fois la même. »

Le fait que des aspects fondamentaux de politique économique et militaire internationale ne soient pas traités durant la campagne électorale souligne le caractère frauduleux de cette campagne électorale. La classe ouvrière a été politiquement privée de représentativité par les candidats du PS et de la « gauche » petite-bourgeoise (Front de Gauche conduit par les staliniens, Nouveau Parti anticapitaliste et Lutte ouvrière) qui soutiennent ces guerres.

La politique étrangère toujours plus agressive de la bourgeoisie française menace non seulement les peuples du Moyen-Orient, mais aussi la classe ouvrière française et européenne. Tout comme aux États-Unis, les guerres à l'extérieur du pays seront utilisées pour attaquer les droits démocratiques dans le pays et pour mettre en place des attaques encore plus dures contre le niveau de vie des travailleurs, au motif de budgets de la Défense en hausse. Le coût pour les États-Unis des guerres en Irak, Afghanistan et Pakistan est estimé entre 3,7 et 4,4 mille milliards de dollars, soit un montant plus élevé que les dettes de la Grèce et de l'Espagne réunies.

Lors d'une conférence de presse à Paris le 5 avril, le président Sarkozy a déclaré que certains pays sont « Au bord d'un précipice... Nous ne pouvons pas refuser de faire le choix historique, compétitivité, innovation, investissement, réduction des dépenses publiques. La situation que connaissent aujourd'hui nos amis espagnols après celle qu'ont connue nos amis grecs, nous rappelle à des réalités. »

La déclaration de Sarkozy, largement passée sous silence, est une menace signifiant que si le président élu n'applique pas une politique suffisamment droitnière, la France subira le traitement imposé par les banques à la Grèce et à l'Espagne, où la moitié des jeunes sont sans emploi, où les salaires ont été diminués de 30 à 50 pour cent, où le nombre de sans domicile fixe a grimpé en flèche et où les soins médicaux deviennent de plus en plus inaccessibles.

Le *Financial Times* a cité un économiste de la Bank of America Merrill Lynch : « Je pense que le nouveau gouvernement français se verra accorder très peu de temps pour convaincre les marchés sur ses projets. »

Durant ces dix dernières années, l'économie française a perdu du terrain par rapport à l'Allemagne, son principal rival en Europe. En 2000, le coût du travail horaire en France était 8 pour cent plus bas qu'en Allemagne ; en 2012, il est 10 pour cent plus élevé. De 1999 à 2008, le coût unitaire de main-d'oeuvre allemand a été réduit de 20 à 30 pour cent par rapport à d'autres pays de la zone euro, et les exportations allemandes ont explosé.

L'Allemagne a accompli sa supériorité économique en perpétrant les plus dures attaques contre la classe ouvrière depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le gouvernement social-démocrate (SPD)-Vert de Gerhard Schröder, en collaboration étroite avec les syndicats, a réduit de façon draconienne les dépenses sociales et les salaires, libéralisé les marchés du travail et réduit les taxes des entreprises et des riches. La bourgeoisie française regarde avec convoitise de l'autre côté du Rhin. Elle veut imposer de pareilles coupes sociales en France. Les banques montent les uns contre les autres les travailleurs de toute l'Europe dans une course vers le bas en termes de salaires et de niveau de vie.

La classe ouvrière française est à la veille d'énormes batailles de classes où les travailleurs vont devoir se battre pour établir l'unité politique de la classe ouvrière européenne et internationale dans une lutte contre la guerre et l'austérité sociale.

**Source : WSWS**

Jeudi 12 avril 2012

<http://www.wsws.org/...>

---

---

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Libre Belgique: Sommet de l'Otan.

*Le 15 avril, Ban Ki Moon est à Bruxelles, rencontre le 1er Ministre Di Rupo, le ministre des Affaires étrangères Reynders, le ministre de la Défense De Crem: sa demande?*

*Une contribution financière de la Belgique pour payer la formation de l'armée et la police afghane, en compensation du retrait prévu de certaines troupes belges. Ensuite, une conférence européenne sur l'énergie durable... juste à la veille de la réunion de l'Otan, à laquelle il n'est pas annoncé comme participant.. L'ONU= un tout petit partenaire de l'Otan.*

*Le 17 avril, Rasmussen, secrétaire général de l'Otan reçoit le roi de Jordanie à Bruxelles, le saluant comme un partenaire très important, en particulier lors de la guerre contre la Libye.*

*Le 18 avril, réunion des ministres de la Défense et des Affaires Etrangères de l'OTAN en vue du prochain sommet de Chicago. A cette réunion sont invités non seulement les ministres des 28 pays Otan, mais ceux des 22 pays non OTAN qui ont participé à la guerre en Afghanistan depuis 10 ans.*

*Entretemps, réunion des ministres de la Défense de l'Union Européenne, dont ceux de Belgique, Luxembourg, Pays-Bas qui se concertent pour former une "armée Benelux" et mieux répondre aux exigences de l'Otan.*

*Gageons que le 9 mai, jour de la séance du parlement pour débattre et déterminer la politique belge à défendre au sommet de Chicago, il n'y aura plus qu'à entériner des décisions déjà prises dans d'autres cénacles.*

*C.P.*

### **RTBF - 18.4.2012**

Les ministres des Affaires étrangères et les Ministres de la Défense de l'Otan vont se réunir pendant deux jours pour préparer le Sommet de l'Alliance qui se tiendra fin mai à Chicago, aux Etats-Unis. Sur leur table de travail, l'avenir de la mission atlantique en Afghanistan.

Une mission qui approche lentement et difficilement de sa fin, en 2014, quand les forces de combat seront retirées après une opération qui aura duré 13 ans, et sans que l'on ne voie émerger de résultat encourageant. Mais les Ministres, qui siégeront à Chicago auprès des chefs d'Etat et de gouvernements, n'en sont plus à s'interroger sur quoi faire encore en Afghanistan, mais bien sur le suivi d'une aide dont les limites sont tracées quotidiennement par des attaques.

Comment aider à la formation et à l'assistance des forces armées et de la police?

Pratiquement, cette fois à Bruxelles, il est demandé aux membres de l'Alliance militaire occidentale, et principalement par Washington, de dire quelle sera leur contribution à la formation des forces de sécurité après le repli de 2014.

Les Etats-Unis ont déjà fait savoir qu'ils prendront en charge 2,300 milliards des 4 milliards nécessaires, aux alliés de combler le manque! Pour convaincre la Belgique (comme d'autres partenaires à d'autres moments), la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, sera reçue ce mercredi par le chef du gouvernement. Réuni mardi autour d'Elio Di Rupo, le gouvernement en petit comité n'a pas encore répondu à l'idée de débloquer 11,5 millions d'euros annuellement pendant trois ans au moins. (souligné par C.P.)

---

4-2 Libre Belgique (avec AFP) : Sommet de l'Otan: l'Afghanistan en débat à Bruxelles, (un mois avant le sommet de Chicago)

### **18.4.2012**

La stratégie pour réussir le départ des troupes occidentales en Afghanistan sera débattue cette semaine au siège bruxellois de l'Otan, placé sur la défensive par la série d'attaques spectaculaires lancée dimanche par les talibans.

Plus de dix ans après le début du conflit, l'Afghanistan reste plus que jamais au coeur des préoccupations des 28 pays membres de l'Alliance atlantique, Etats-Unis en tête.

Il sera l'un des principaux sujets de discussion au sommet de l'Otan de Chicago, où Barack Obama accueillera les 20 et 21 mai les chefs d'Etat et de gouvernement, en particulier le nouveau président français qui aura été élu le 6 mai.

Un an et demi après le précédent sommet à Lisbonne (novembre 2010), les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, dont l'Américaine Hillary Clinton, se réunissent mercredi et jeudi "afin de dégager le terrain pour Chicago", selon la porte-parole de l'Alliance atlantique, Oana Lungescu.

L'Otan veut envoyer un message clair d'unité et d'ordre sur les conditions dans lesquelles s'organise la "transition" qui ouvre la voie au départ des 130.000 soldats étrangers toujours déployés dans le pays.

Ce message est en particulier adressé aux responsables politiques et aux opinions publiques, dont les doutes ont été renforcés ces derniers mois par une série de mauvaises nouvelles: militaires de l'Otan tués par des collègues afghans, scandales liés à des soldats américains etc...

Prêchant inlassablement l'optimisme, les hauts responsables de l'Otan assurent que le nombre d'attaques recule chaque mois davantage et que la situation sécuritaire se renforce avec la montée en puissance de l'armée afghane.

"Leurs progrès sont impressionnants", a jugé lundi Oana Lungescu, au lendemain des attaques ayant visé le parlement, des ambassades occidentales ou l'Isaf à Kaboul et combattues par les seules forces afghanes.

Le président Hamid Karzaï a toutefois mis en cause lundi "un échec du renseignement pour nous (Afghans) et particulièrement pour l'Otan".

Les ministres réunis à Bruxelles tenteront de se mettre d'accord sur le format des forces de sécurité afghanes, à qui sera dévolue la sécurité dans toutes les provinces d'ici fin 2014. Leurs effectifs devraient être portés à 352.000 grâce au vaste effort de formation en cours avant de retomber à 228.500 en 2017, selon le projet proposé par les Américains.

Les discussions s'annoncent également serrées sur le financement de ces forces, estimées à 4,1 milliards de dollars par an à partir de 2015. Les Etats-Unis prévoient d'en assumer 2,3 milliards, laissant le reste à leurs partenaires et au gouvernement afghan.

"Malgré les impatiences, il est vraiment difficile de fixer aujourd'hui tous les besoins car quelle sera la situation dans deux ans et demi?", s'interroge un responsable français.

Outre l'Afghanistan, l'autre dossier sensible est celui du bouclier antimissile que l'Otan a commencé à implanter en Europe malgré l'hostilité de Moscou.

Attendu jeudi à Bruxelles, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, devrait réaffirmer cette position, mais en des termes moins offensifs que durant la récente campagne présidentielle dans son pays. "La rhétorique de Moscou vis-à-vis de l'Otan est désormais plus pragmatique et ouverte à la coopération, notamment contre la piraterie ou le terrorisme", souligne un diplomate.

Le conflit syrien n'est pas au menu des discussions à Bruxelles même si la Turquie, membre éminent de l'Otan, envisage une possible invocation de l'article 5 du traité de l'Alliance atlantique afin de protéger sa frontière avec la Syrie.

Tout en se déclarant "profondément préoccupée", l'Otan ne cesse d'affirmer qu'elle n'a "aucune intention" d'intervenir en Syrie.

**18.4.2012**

**Libre Belgique (avec AFP)**

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19